

En marche vers le totalitarisme de l'émotion

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 12 juin 2020

Le pire n'est jamais décevant : il semble que cette boutade caractérise assez bien l'escalade de scandales à laquelle se livre la Macronie depuis déjà quelques trop longues semaines. Malheureusement nous ne sommes certainement pas au bout de nos surprises.

Cette semaine, la coupe d'or est revenue à Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, locataire de la Place Beauvau, et comme on dit, « premier flic de France », dans sa déclaration saluant l'explosion des manifestations en soutien à George Floyd. Manifestations interdites, mais tolérées, en vertu d'un nouveau principe constitutionnel : « l'émotion dépasse les cadres juridiques. » Nous en restons sans voix. **Fi des lois, fi des règlements, fi des ordonnances, fi de la constitution même, et ne parlons pas de la vertu : en haut de la hiérarchie des principes régulateurs doit siéger Sa Majesté l'émotion.** L'art et la matière de dynamiter, en direct, le semblant de colonne vertébrale qui restait à notre pauvre pays, le vague souvenir qu'il existait un ordre public régulé par la Loi. Montesquieu doit se retourner dans sa tombe...

Après des semaines d'incurie gouvernementale, de retournements rhétoriques et pratiques, d'incertitudes et de mesures suintant alternativement l'idéologie et l'amateurisme, comment faut-il interpréter cette saillie ? Elle résonne bien douloureusement. Les Français ont eu à se plier à des consignes absurdes, l'économie entière a été sacrifiée et mise au pas, avec tout ce que cela signifie comme drames humains pour des milliers de familles, mais tout cela était vain en regard de l'émotion suscitée par l'arrestation et la mort de George Floyd.

Que ne l'avons-nous su plus tôt ! Si l'émotion surpasse tout, cela signifie que l'on aurait pu éviter les morts silencieuses et solitaires, les adieux pour l'éternité qui n'ont jamais eu lieu, pour tous ceux qui ont laissé partir leurs proches sans pouvoir leur adresser un ultime témoignage de leur affection... Merci Monsieur Castaner de nous en informer... après coup. **Mais il y a fort à parier que ce n'est pas de cette émotion-là que parle le ministre. Comme pour tout, il y a de « bonnes » émotions, et de mauvaises émotions.** Il y a aussi un « bon » racisme, qui s'appelle le racialisme, pour qui Blanc rime avec méchant, et qui a les faveurs des médias, et un mauvais racisme, qui lui, mérite que l'on défile de Bastille à République parce qu'il serait incarné par Trump.

En entendant, le fameux aphorisme de Chesterton vient une fois encore prouver son actualité : « le monde moderne est plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles. » La compassion a été remplacée par l'émotion, et Castaner présente maintenant avec sa folle formule un terrible crible, qui va servir à réduire en poudre notre société, notre capacité à « vivre ensemble », pour reprendre une expression qui pourtant leur est si chère. La dictature de l'émotion au service du pire.

Fort heureusement, au-delà de l'engouement hystérique pour la cause Floyd, bien des consciences, de droite comme de gauche, se réveillent et dénoncent le règne d'Ubu. Dans ce chaos, les plus à plaindre sont bien sûr les policiers. **Ils ont été utilisés à tort et à travers lors de la crise des Gilets jaunes, aujourd'hui leur patron les méprise, les empêche de travailler, leur crache au visage.** Dans d'autres circonstances, on pourrait même dire qu'ils ont à subir **un harcèlement moral** de la part de celui-là même qui est supposé les employer et défendre leurs droits. Comment espérer faire un vrai travail de maintien dans l'ordre dans ces conditions, quand au plus haut sommet de l'Etat ce même ordre est **officiellement subverti** ? Alors plutôt que de mettre genou en terre, ils jettent leurs menottes au sol.

Nous sommes assis sur un baril de poudre. Ce week-end, des séries de manifestations sont programmées. Interdites, mais tolérées. Des syndicats de police ont d'ores et déjà appelé à la grève des interpellations. Ils ne veulent pas faire l'objet de soupçons avérés de racisme à répétition, ils ne veulent pas que leur vie et leur carrière servent de défouloir à la folie anti-raciste. Ils vont s'abstenir, et par leur retrait, c'est le pays qui est livré à l'anarchie, non par leur faute, mais par l'attitude irresponsable du ministre de l'Intérieur.

Depuis quelques jours, la presse est agitée par une rumeur qui enfle et grossit, évidemment démentie par l'Elysée, selon laquelle Macron aurait envisagé de démissionner. **Si seulement ! Mais à une seule condition, qui n'est pas la sienne : qu'il ne se représente pas et qu'il disparaisse du champ politique de**

notre beau pays auquel il a fait tant de mal.

François Billot de Lochner